

COMMUNE DE SAINT-LOUIS
ARRETE N° 760 /PRM/DAJ/DA/MJC/2021
LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-LOUIS,

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du maire,
Vu le Code Pénal et notamment son article R610-5,
Vu le Code de la route,
Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – Huitième partie – Signalisation Temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 06 novembre 1992,
Vu l'article L 511 – 1 du code de la sécurité intérieure,
Vu l'avis de la **DEER/Subdivision Routière Sud** en date du vingt-sept août deux mille vingt et un,
Vu la demande de l'Entreprise FRANC-ELEC en date du vingt-sept août deux mille vingt et un,
Vu l'avis N° 396/2021 du trente et un août deux mille vingt et un de la police municipale,

Considérant que pour éviter tout accident lors des travaux de fouille pour la réparation de fourreau au réseau Télécom sur la RN1C - Avenue du Docteur Raymond Vergès, il y a lieu de réglementer la circulation,

ARRETE

Art. 1. - La circulation se fait par piquet K10 ou par feux tricolores sur la **RN1C - Avenue du Docteur Raymond Vergès** à hauteur du N° 14, portion comprise entre la rue Lambert et la rue Saint-Denis du PR 76+000 au PR 77+000.

Art. 2. - Les dispositions du présent arrêté sont effectives du lundi treize septembre deux mille vingt et un au mardi quatorze septembre deux mille vingt et un entre vingt heures et cinq heures (**travaux de nuit**).

Art. 3. - La signalisation réglementaire est mise en place par l'Entreprise FRANC-ELEC.

Art. 4. - La réfection du domaine public routier est effectuée par l'Entreprise FRANC-ELEC après les travaux.

Art. 5. - Le présent arrêté fait également l'objet d'une publication sur le site Internet de la commune de Saint-Louis.

Art. 6. - Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par procès-verbal.

Art. 7. - Madame la Directrice Générale des Services de la Ville de Saint-Louis, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Saint-Louis, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la mairie.

Art. 8. - Ampliation du présent arrêté est adressée à la Brigade Territoriale de Proximité de Gendarmerie de Saint-Louis, à la Police Municipale, au Centre de Secours de Saint-Louis, à la Semittel, à la Société des Transports MOOLAND, à la CIVIS, à l'Entreprise FRANC-ELEC.

Fait à Saint-Louis, le **06 SEPT 2021**

Pour le Maire et par Délégation
Mme Stéphanie JONAS-SOORIAH
 Conseillère Municipale

Élue aux Affaires Juridiques et à la Réglementation



Copie à :

- Gendarmerie de Saint-Louis
- Police Municipale
- Centre de secours de Saint-Louis
- C.I.V.I.S
- Semittel
- Transports MOOLAND
- M. Pierre LEBRETON
- Régie route
- Service communication
- Mme Lisemène SENNY PALANY
- Entreprise FRANC-ELEC
- Recueil des actes administratifs

LE MAIRE

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification :
 - d'un recours administratif (recours gracieux auprès du Maire). L'absence de réponse de l'administration pendant un délai deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être contestée devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion
 - d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion qui peut être assorti d'un recours en référé prévu par l'article L521-2 du code de justice administrative